



Après la démonstration de force du 14 juin ON CONTINUE POUR FAIRE TOMBER NPA CETTE LOI ET SON GOUVERNEMENT !

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 16 JUIN 2016

Contredisant le discours du gouvernement sur l'essoufflement du mouvement, la manifestation nationale du 14 juin a bien été la plus forte mobilisation depuis le début du mouvement d'opposition à la « Loi Travail ».

Depuis maintenant plus de trois mois, ce mouvement profond et durable s'oppose au gouvernement, résiste à la répression et aux violences policières, à la désinformation et à la propagande et il a su déjouer les tentatives de division et le chantage à l'Euro de foot.

Ne reculant devant aucune provocation, Hollande s'est même payé le culot d'affirmer : « Il faut savoir arrêter une grève »... sans même envisager de retirer sa loi !

Après avoir imposé les lois Macron et Rebsamen, les accords de compétitivité et le CICE, le gouvernement et le patronat pensaient pouvoir profiter de l'État d'urgence pour assener un coup fatal au Code du travail. C'est raté !

Les minoritaires sont le gouvernement et le patronat.

L'ampleur de la mobilisation confirme l'impopularité d'Hollande et Valls. La semaine dernière, à Paris, un meeting de soutien à « La Loi travail » avec Valls, El Khomri, Le Foll et Cambadélis a été contraint de se retrancher derrière des rangées de policiers.

Les membres du gouvernement sont pris à partie partout où ils vont, si bien qu'ils ne font plus les malins qu'à la télé.

Si le gouvernement et le MEDEF sont minoritaires, c'est parce qu'ils défendent les intérêts d'une minorité d'exploiteurs qui prétend dicter ses volontés à l'immense majorité. Ils n'arrivent plus à faire croire ni que ça va mieux, ni que ça ira mieux demain, ni qu'ils vont faire reculer le chômage.

En lutte jusqu'au retrait, on ne lâche rien

Nous sommes celles et ceux qui font fonctionner la société. Les gouvernants et médias à leur service parlent de blocage, mais la réalité est plus simple :

quand celles et ceux qui font rouler les trains, ramassent et trient les ordures, produisent l'essence et l'électricité... sont en grève, rien ne marche. Ce sont les travailleurs qui font fonctionner le monde, pas ceux qui nous dirigent.

Les secteurs qui se sont mis en grève se battent pour la majorité de la population, c'est pour cela que le mouvement est populaire. Mais ils ne peuvent pas gagner seuls.

Et Valls peut toujours fanfaronner sur France Inter en réaffirmant que « le gouvernement ne changera pas le texte », dans le même temps où il « demande à la CGT de ne plus organiser ce type de manifestation sur Paris », la démonstration de force du 14 juin doit nous convaincre que nous pouvons gagner, que loin d'être une fin, cette journée doit nous permettre d'être encore plus nombreux, plus mobilisés, plus déterminés, pour nous mettre en grève, bloquer, occuper, manifester... jusqu'au retrait !



C'est à la rue de gouverner

En recourant à l'article 49.3, en réaffirmant « la détermination du gouvernement à faire adopter » la loi travail, Valls et Hollande lient eux-mêmes le sort de leur gouvernement à celui d'une loi minoritaire.

Alors, aucune hésitation : il faut faire tomber ce gouvernement qui ne nous représente pas, parce qu'il est au service exclusif des grands patrons.

Mais parce que nous sommes une majorité qui ne veut plus de ce système, basé sur les profits et l'exploitation, ni de ceux qui la défendent, il est aussi temps de mettre en avant une autre façon de gouverner et de faire fonctionner la société.

Celle qui permettra enfin de faire respecter les libertés démocratiques et de mettre en place un gouvernement déterminé à satisfaire les besoins du plus grand nombre, un gouvernement des travailleurs au service des travailleurs !

Valls, Hollande, Gattaz peuvent partir: nous pouvons faire fonctionner la société sans eux. Ils ont les millions, mais nous sommes le nombre et la force.

EURO DE FOOT : LE TRIO DES GAGNANTS

La production de grands spectacles sportifs, comme toute activité industrielle, est avant tout une affaire de business : l'objectif est de produire du cash. Avec un trio de gagnants quoi qu'il arrive. D'abord les géants du BTP (Bouygues, Eiffage...). Construction de nouveaux stades et rénovation d'autres se paient au prix fort. Avec des contrats qui coûtent les yeux de la tête aux collectivités. Pour les équipementiers aussi (Nike, Adidas, Puma), l'Euro est une poule aux œufs d'or. Sponsoriser la compétition assure une image de marque dont les retombées sont énormes en termes de ventes. Gros profits assurés sur le dos des salariés chinois ou autres qui fabriquent baskets et maillots pour des salaires de misère. Dans ce trio gagnant enfin, l'UEFA bien sûr, qui escompte cette année une recette de 1,9 milliard d'euros (billetterie, sponsoring, droits de retransmission). Sans compter le superbe cadeau fiscal de l'Etat, qui l'exonère d'impôts sur les recettes liées à l'organisation de la compétition.

LA LOI TRAVAIL, CE N'EST PAS JUSTE L'ARTICLE 2

Modifier l'article 2 de la loi El Khomri, lequel prévoit « l'inversion de la hiérarchie des normes », c'est-à-dire la primauté des accords d'entreprise sur les accords de branche, c'est une porte de sortie qu'évoquent certains membres du gouvernement. Même si elle n'est pas envisagée par Valls pour l'instant, l'idée que le reste de la loi passerait comme une lettre à la poste fait son chemin.

Sauf que...le reste ne vaut pas mieux. Par exemple, le temps de travail sera modulé sur 3 ans, les heures complémentaires des temps partiels seront moins payées, une mesure pourra être imposée par référendum contre l'avis de 70% des syndicats, sous la pression du chantage à l'emploi ou à la délocalisation, les licenciements économiques facilités, avec pour motif une simple baisse des commandes ou du chiffre d'affaire et les indemnités diminuées. Les horaires de travail pourront être modifiés 3 jours à l'avance. Et bien d'autres mesures inacceptables. Alors, avec ou sans l'article 2, c'est le retrait de toute la loi Travail que nous voulons.

CFDT : BERGER, L'IDIOT UTILE DU GOUVERNEMENT

Face à la mobilisation contre la loi travail qui ne désarme pas, la quasi-totalité de la classe politique et des médias, détenus à 95 % par les grandes fortunes du CAC 40, se déchainent en général contre ceux qui osent relever la tête, en particulier contre la CGT. Mais le syndicalisme d'accompagnement n'est pas en reste, comme en témoignent les récentes déclarations de Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT, pour qui « le retrait serait inacceptable ».

En ne communiquant que sur les rares points positifs du texte comme l'extension de la période de protection des femmes enceintes ou celle de la

garantie jeune – dont on ne sait toujours pas comment elle serait financée – au profit de reculs gigantesques, il assure sans état d'âme le service après-vente du gouvernement. Il ose même soutenir que celle-ci serait une source de progrès social !

LE DROIT DE MANIFESTER EN SURSIS ?

Tirant prétexte de la lutte contre le terrorisme, puis de l'Euro de football qui se déroule en France et enfin des incidents qui ont émaillé des manifestations contre « la « Loi Travail », Hollande a saisi l'occasion du Conseil des ministres de ce mercredi pour annoncer qu'il « ne pourra plus y avoir de manifestation si les conditions de préservation des biens, des personnes et des biens publics (...) ne sont pas garanties », faisant écho à la déclaration de Valls, affirmant le matin même sur France Inter que « les manifestations ne peuvent pas durer ainsi ». Et comme c'est ce gouvernement et ses préfets qui décideront des situations où les conditions seront garanties, c'est la promesse d'une prochaine remise en cause du droit de contester sa politique. C'est là la réponse d'un pouvoir aux abois, minoritaire dans le pays, y compris dans sa propre majorité. Et qui éclaire le vrai motif de la prolongation sans fin de l'état d'urgence. Raison de plus pour tout faire afin de précipiter sa chute.

**Contre la loi El Khomri
Contre le capitalisme**

**Lutter et s'organiser
pour changer de monde**

**Venez en discuter
avec le NPA**

**Jeudi 23 juin
à 18H30 - réunion-débat
suivie d'un apéro-dinatoire**

**Local du NPA,
40 rue des Murs Saint Yon
Rouen (rive gauche - Métro Europe)**

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.N.P.S. - ne pas jeter sur la voie publique